Éditorial

Conservation de la biodiversité et adaptation au changement climatique en Afrique Centrale : la nécessaire synergie

Denis J. Sonwa

L'année 2010 a été retenue comme celle de la biodiversité par l'ONU, ceci à fin de sensibiliser l'opinion sur l'importance de la diversité biologique. En Afrique Centrale, le Bassin du fleuve Congo (qui représente les 3/10e des ressources en eau du continent africain) est connu pour sa diversité. Il y est dénombré à peu près ½ millier d'espèces de mammifères, 1 millier d'oiseaux, plus de 10 mille plantes (dont 3 mille endémiques). Les 6 pays composant le bassin ont 1 millier d'espèces figurant sur la liste rouge des espèces menacées d'extinction de l'UICN. Les facteurs généralement mentionnés sont l'agriculture itinérante sur brûlis, l'exploitation du bois (surtout l'exploitation industrielle), le braconnage, l'exploitation minière, etc.

Cependant, le changement du climat n'est pas encore régulièrement mentionné comme menace à la conservation dans le Bassin du Congo. Ceci serait en partie dû au fait qu'il existe peu d'études sur ce plan pour la région. Celle-ci compte environ une cinquantaine de botanistes qui travaillent beaucoup plus sur la systématique classique (basée sur des critères morphologiques des plantes), le nombre de chercheurs étant encore trop faible pour les autres taxa (mammifères, oiseaux, etc.). Les variabilités/changements climatiques se manifestent généralement par la sécheresse, la rareté/l'abondance des pluies, l'augmentation de la température, l'augmentation des maladies infectieuses, etc. Tous ces paramètres climatiques qui sont évoqués lors des échanges avec les communautés dans le cadre du projet CoFCCA, sont aussi ceux qui conditionnent la vie de chaque espèce animale ou végétale. Chacune des espèces va donc y réagir en fonction de son histoire et de ses caractéristiques écologique, physiologique et génétique. Une étude de l'IUCN à l'échelle globale sur les oiseaux, les amphibiens et les coraux montre que 70-80 % des espèces

Photo: Terry Sunderland

Cofcca NEWSLETTER

menacées d'extinction sont aussi « sensibles » au changement climatique. Parmi celles qui ne figurent pas actuellement sur la liste rouge de l'IUCN, 28-71% sont sensibles au changement climatique. Les perturbations climatiques peuvent non seulement fragiliser les espèces en voie d'extinction, mais aussi mettre en situation de vulnérabilité des espèces qui n'étaient pas menacées.

La répartition des habitats et des espèces actuelles dans le Bassin du Congo a subi les effets de glaciations antérieures, qui sont des phénomènes climatiques passés non anthropiques (contrairement aux changements actuels imputés aux hommes comme l'indiquent dans les derniers rapports du GIEC). Lorsque les paramètres changent, les espèces s'adaptent ou bien migrent vers les habitats qui leur sont les plus favorables. Cette migration est difficile si les paysages sont fragmentés. Les espèces qui ne peuvent pas s'adapter réduisent leur habitat et peuvent même disparaître. Dans un pareil contexte, les espèces les plus vulnérables sont celles à faible population, avec un habitat restreint et des marges climatiques restreintes. Dans cette Newsletter (lettre d'information), l'exemple de Madagascar présenté dans la rubrique des revues nous indique qu'avec le changement climatique, 18 % des espèces bénéficieront d'un habitat élargi alors que 45 % constateront une réduction de leur habitat dans ce pays. Cette revue nous montre que si la transition des espèces entre massifs forestiers est bien gérée, le pays perdrait au moins 11-27 % de son habitat, et environ le double si cette transition n'est pas bien planifiée. De manière générale, les mangroves, les canopées et les montagnes élevées sont les habitats les plus vulnérables. Biodiversité et endémisme important, espèces menacées d'extinction sont pourtant associées aux zones géographiques de haute montagne dans le Rift Albertin et dans les Hautes Terres de l'ouest du Cameroun en Afrique Centrale.

La fragmentation progressive du massif forestier est une réalité en Afrique Centrale. Dans un contexte où entre 1990 et 2000, une déforestation et une dégradation brute annuelle de 0,17 et 0,15 % respectivement contribuent à perturber l'habitat forestier qui abrite cette biodiversité, les 341 aires protégées (Catégorie I à VI de l'IUCN), représentant 14 % des territoires des pays du Bassin, constituent un des piliers de la conservation de la diversité biologique. Ces espaces, surtout quand ils permettent une bonne connexion entre zones sauvages, sont également importants pour permettre aux espèces de s'adapter au changement climatique. En ayant la possibilité de migrer d'une zone à l'autre les espèces peuvent facilement résister aux perturbations de leur microclimat. Le maintien des massifs forestiers dans ces espaces est important dans un contexte comme celui du bassin du Congo ou entre 7/10e et 9/10e des eaux de pluie proviennent du recyclage par les forêts de la région. La diversité s'auto-entretient en jouant un rôle important dans le maintien de la structure et de la dynamique forestière. Les perturbations climatiques sont de natures à affecter les animaux et les insectes qui jouent un rôle dans la pollinisation des plantes forestières. Si les forêts de l'Afrique Centrale venaient à se fragmenter comme celles de l'Afrique de l'Ouest, le changement climatique viendrait alors accroître la fragilité de la biodiversité.

La communauté internationale met la pression pour que la biodiversité soit conservée dans cette zone du globe. Le PFBC est la parfaite illustration de ce souci de conserver et de gérer durablement la biodiversité du Bassin du Congo en collaboration avec la COMIFAC. En 2010, la facilitation du PFBC passera au Canada, un pays qui présente beaucoup d'avancées en matière d'adaptation au changement climatique. Dans cette newsletter la revue sur le « contexte » de la Colombie Britannique, la province présentant la plus grande biodiversité au Canada, illustre ce qui pourrait être fait au niveau de la synergie entre la conservation et l'adaptation aux changements climatiques. En Afrique Centrale, le souci du PFBC est de concilier conservation et bien-être pour les 29 millions de personnes qui vivent dans les forêts de ce bassin. 12 paysages de 685 500 Km^2 (36 % du massif forestier de l'Afrique Centrale) ont été délimités dans le cadre de ce partenariat et des actions y sont conduites pour promouvoir autant que possible la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité forestière. Pour y contribuer, le projet CoFCCA (avec l'appui du CRDI) a choisi de travailler dans 2 de ces paysages pour développer de manière participative des stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Le projet travaille aussi pour une utilisation de l'agro biodiversité (ex. des variétés ex situ de manioc en collaboration avec l'IITA) dans les stratégies d'adaptation au changement climatique. Cet usage de l'agro biodiversité (provenant des collections tant *ex* qu'*in situ*) complète l'offre des PFNL (biodiversité de la faune et de la flore) dans les initiatives d'adaptation.

En l'absence d'actions anticipatives, les variations/changements climatiques vont donc contribuer à menacer la biodiversité qui non seulement assure le bien-être des populations forestières, mais concourt au service écologique à travers le stockage du carbone, le recyclage des eaux, et la stabilisation du climat local et mondial. Il existe une vision de la conservation pour le Bassin du Congo, alors que les pays de la région continuent de se battre pour la mise en place de plans nationaux d'adaptation. Malgré ces évolutions décalées (initiatives plus avancées dans la volonté de conserver la biodiversité et balbutiements dans le développement des stratégies d'adaptation) dans la région, une synergie est nécessaire pour mieux préserver et utiliser la biodiversité de la sous-région. Le projet CoFCCA a commencé à poser les bases pour la forêt et l'adaptation au changement climatique mais aucune action n'est de trop et notre souhait est d'être les catalyseurs dans ce domaine. Il est véritablement urgent d'identifier les espaces géographiques les plus sensibles aux variations du changement climatique pour y entamer des actions anticipatives de conservation.

Bonne Année 2010 axée sur la biodiversité et l'adaptation au changement climatique en Afrique Centrale.

Modélisation : comment prédire le climat futur dans le bassin du Congo

Wilfried Pokam

Dans le souci d'une mise en œuvre de politiques efficaces d'adaptation aux changements climatiques futurs, assurant une meilleure prise en compte des spécificités du bassin du Congo, des travaux de modélisation atmosphérique sont conduits dans le cadre du projet CoFCCA, à l'aide d'un modèle régional PRECIS. Les simulations du climat futur présentées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), sont faites par des modèles - dits de circulation générale et adéquats pour des études à l'échelle planétaire. Pour des scenarii de changement climatique à une échelle régionale, à l'exemple du bassin du Congo, il est nécessaire d'utiliser des modèles avec des résolutions plus fines qui prennent mieux en compte les spécificités régionales, à l'exemple du relief. Ces modèles régionaux reproduisent les résultats des modèles de circulation générale mais avec une meilleure prise en compte des spécificités de la région étudiée. Le modèle de circulation régionale PRECIS du Met Office est un outil adéquat pour cette prise en compte des spécificités régionales.

Des échanges avec le Met Office ont permis d'acquérir la dernière version du modèle PRECIS (1.8.2), ainsi que des données pour sa validation et la simulation du climat futur dans le bassin du Congo. Ce nouveau matériel reçu et installé, a permis d'entamer l'étape de validation du modèle. Pour le moment, il est question de définir un espace géographique (fenêtre), centré sur le bassin du Congo, dans lequel effectuer toutes les simulations. Pour ce faire, des simulations de courtes durées sont en train d'être conduites sur plusieurs fenêtres, différentes par leur taille, et choisies en fonction des spécificités climatiques de la région. Au terme de ces simulations, la fenêtre retenue sera celle dont les simulations représentent le mieux les données auxquelles le modèle est comparé, et elle conviendra donc à toute étude de simulation climatique, prenant mieux en compte les spécificités de la sous-région.

Les résultats attendus des simulations sur le climat futur, permettront d'identifier dans le bassin du Congo les zones susceptibles de connaître, entre autres, de fortes hausses des précipitations, les rendant ainsi vulnérables aux inondations ; ou encore des variations importantes de température susceptibles d'avoir des impacts sur la santé à travers la prolifération des vecteurs de maladies, ou l'occurrence de sécheresses.

Le projet CoFCCA présente les enjeux des politiques relatives au changement climatique dans le bassin du Congo aux ingénieurs forestiers tropicaux à l'Université de Yale

Olufunso Somorin

J'ai assisté au 15e congrès annuel de la Société internationale des ingénieurs forestiers tropicaux qui a eu lieu à l'Université de Yale aux États-Unis du 11 au 13 février 2010. Le thème de cette année était « Les forêts tropicales et le changement climatique : lien entre les impacts, l'adaptation et l'atténuation ». Ma communication, « Assurer la pérennité des forêts du bassin du Congo dans un climat en évolution : discours politique sur l'adaptation et l'atténuation », portait sur les débats récents à propos des objectifs des politiques d'adaptation et d'atténuation dans le secteur forestier et soulignait que les stratégies d'adaptation et d'atténuation sont conçues pour faire l'objet de délibérations et de mises au point et que les divers acteurs se retrouvent dans ces échanges de vues.

Parmi le public se trouvait une centaine d'experts, dont les professeurs Thomas Lovejoy et Ariel Lugo, invités en tant que conférenciers.

Ma présentation a été bien reçue. Elle figurait parmi celles qui ont été sélectionnées pour un numéro spécial du Yale's Journal of Sustainable Forestry.

J'ai également participé au cours de ce congrès à une table ronde qui traitait des connaissances scientifiques et des politiques liées à l'adaptation dans le secteur forestier. J'ai insisté sur la vulnérabilité et sur les capacités d'adaptation du système social et de l'écosystème forestier, et leurs modalités d'évaluation. La table ronde a aussi mis l'accent sur l'importance d'accorder une place centrale à l'adaptation dans les politiques nationales de développement.

Cofcca NEWSLETTER

Actualités

La capitalisation des expériences de Recherche Action Participative

Denis Sonwa

Un atelier de synthèse sur la recherche action participative (RAP) s'est tenu à l'hôtel El Marsa d'Alger du 1er au 5 mars 2010. Cet atelier s'inscrivait dans le cadre du processus de monitoring mis en place par le CRDI et qui a permis aux mentors choisis de travailler avec les équipes du programme ACCA sur le terrain. Dans ce processus, les activités de RAP du projet CoFCCA étaient encadrées par le Dr Anne Marie Tiani. Denis Sonwa du Cameroun et Bruno Bokoto de RCA, deux membres du CoFCCA étaient présents à l'atelier. Laura German du CIFOR, la principale responsable des processus de monitoring des équipes, animait la synthèse avec les mentors.

L'atelier a permis à chaque équipe de faire le point sur l'avancement des activités RAP. Les participants ont ensuite réfléchi sur les formes de capitalisation des expériences existantes dans une publication. L'on a émis le vœu que les participants enrichissent le manuel méthodologique sur la RAP avec des études de cas. Le manuel méthodologique avait été conçu lors des tous premiers ateliers RAP auquel avaient participé Youssoufa (Cameroun) et Emile (RDC). Il sera enrichi avec des exemples pris dans des projets en cours d'exécution. Au nombre des propositions faites durant les échanges, figure la production d'un livre qui regroupera les expériences de chacun des projets. Laura a ensuite animé un atelier pour permettre la production des « Policy Brief » qui ont l'avantage de s'écrire rapidement.

Le processus de mentoring devant prendre fin officiellement le 6 avril 2010, Henri Lo, Administrateur Principal de Programme chargé de la RAP au CRDI a demandé aux membres de commencer à réfléchir à l'après mentoring proposé par le CRDI. CoFCCA se réjouit de cette idée de mentoring qui aura permis au Dr. Anne Marie Tiani d'apporter un appui très important au projet CoFCCA. Une fois de retour dans les pays respectifs, chaque équipe de projet devrait travailler rapidement pour produire les publications attendues par Laura chargée de coordonner le processus de capitalisation. Alors au travail !!!

Journée internationale de la femme

Le droit foncier et les changements climatiques s'invitent à Obala

Edith Abilogo

Du 11 au 13 mars 2010, s'est tenu à Obala un atelier d'échanges et de formation sur « le genre, les droits fonciers et la vulnérabilité des femmes liées au changement climatique dans le Département de la Lékié » co-organisé par le Projet CoFCCA, Women Organising for Change in agriculture & Natural resource management (WOCAN), et le Réseau des Femmes Africaines pour le Développement Durable (REFADD).

L'objectif global de la réunion était de d'aborder le problème de l'impact des lois foncières et forestières actuelles sur les femmes et leurs effets induits sur les changements climatiques au Cameroun. Il était entre autres question de chercher à identifier dans les lois actuelles les écarts s'appliquant aux genres en matière de foresterie et de foncier ; et de voir comment ceux-ci contribuent à la vulnérabilité des femmes face aux changements climatiques en vue de faciliter la discussion autour des stratégies et des opportunités pour les femmes de plaider pour une intégration du genre dans les nouvelles lois forestières au Cameroun et en Afrique centrale.

L'occasion était aussi donnée à la vingtaine de participantes de la Lékié de créer des possibilités de dialogue avec les autorités locales afin de promouvoir le genre dans les lois, les institutions, les programmes, et les politiques ; mais aussi en vue de porter une attention urgent aux problèmes liés au droit à la terre et à la forêt et aux efforts d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques actuellement en cours.

Des échanges qui ont suivi on retient que peu de femmes ont accès aux terres, ce qui les affecte sur le plan social, économique, et politique étant donné qu'elles constituent plus de 70 % des acteurs du domaine agricole et des ressources naturelles au Cameroun. Un exercice d'identification des activités et des ressources des hommes et femmes dans les communautés a permis de montrer que d'énormes disparités existent entre les activités des femmes et celles des hommes. Ainsi, le travail des hommes est peu diversifié et peu atomisé car essentiellement consacré aux cultures de rente, et semble cependant plus rude

que celui des femmes. Celles-ci mènent cependant de front plusieurs activités allant des travaux domestiques aux travaux champêtres. Toutefois, les deux groupes pratiquent l'agriculture sur brûlis que ce soit pour leurs cultures de rente ou pour les cultures vivrières, du fait des ravages que provoquent les feux de brousse sur l'équilibre des forêts et partant sur le climat.

Par ailleurs, un sondage réalisé parmi les participantes à ce séminaire a permis de se rendre compte que près de 90 % des femmes ne sont pas consultées sur les questions foncières ou forestières car les hommes en ont fait leur domaine réservé. Or le besoin d'un droit équitable de propriété en faveur de la femme se comprend du fait du poids sans cesse croissant de la femme dans l'économie locale camerounaise. Les hommes gèrent les espaces fonciers et forestiers comme leurs propres biens, malgré le fait que l'article 390 du Code civil accorde aux femmes un droit d'usufruit et d'héritage et le droit de léguer leurs biens aux enfants sans discrimination de genre.

Par ailleurs, le genre constitue une dimension importante à intégrer dans l'explication sur le changement climatique et dans les stratégies d'adaptations et d'atténuations existantes. Les différents échanges entre les femmes, les hommes et les autorités locales traditionnelles, ont montré que les niveaux de vulnérabilité de chacun des groupes dépendent fortement de leurs statut et responsabilités sociales, qui influent sur leurs capacités à réagir aux changements climatiques et aux opportunités d'adaptation. Les femmes pensent par exemple qu'elles ont une expérience différente et sont vulnérables du fait de leurs rôles sociaux, de la discrimination dont elles font l'objet et de la pauvreté.

La discussion s'est achevée sur un constat : l'exploitation harmonieuse de la forêt par les femmes de la Lékié pourra les prémunir contre la rareté des ressources qui les obligerait à accélérer la dégradation de la forêt et par conséquent à souffrir davantage des effets néfastes du changement climatique.

3ème Atelier RAP à Kisangani et Mambassa

Youssoufa Bele

Du 12 au 25 mars 2010 s'est tenu à Kisangani et à Mambassa en RD Congo, un atelier sous-région al sur la Recherche Action Participative (RAP) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Forêts du Bassin du Congo et Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique Centrale» (CoFCCA). Cet atelier, le troisième du genre, avait pour objectif de faire un état des lieux de la mise en œuvre de la RAP dans les sites des trois pays où le projet est mis en place. Plus spécifiquement il s'agissait :

- d'aider les équipes à réfléchir sur l'état d'avancement de la RAP dans le projet : les défis relevés et les succès ; et les leçons apprises ;
- d'approfondir la base conceptuelle sur la RAP et l'adaptation au changement climatique ;
- de faciliter la réflexion autour des activités de terrain ;
- de planifier les étapes suivantes ; et,
- de discuter avec les équipes de la production des rapports au CRDI, des articles de publication ou autres produits publics sur la RAP destinés à différents publics.

Cet atelier a eu pour principaux résultats la sélection définitive des stratégies d'adaptation identifiées par les communautés et l'élaboration d'une ébauche des conditions de partenariats avec le CIFOR (projet CoFCCA). Le choix des stratégies était défini par les critères suivants :

- La faisabilité en fonction du temps (court, moyen et long terme) ;
- La durée du projet : 1 an ;
- Le lien avec la mission du CIFOR et du projet ;
- Le lien avec la forêt, les populations et l'adaptation au changement climatique ;
- Le coût raisonnable ; et
- L'aspect expérimental.

A Kisangani, les activités retenues portaient sur les semences améliorées de maïs, de manioc et la mise sur pied d'une pépinière d'arbres à chenilles. Pour cela, des parcelles vitrines d'un ½ hectare de maïs et d'un ½ hectare de manioc vont être installées dans chacun de trois axes participant à cette recherche. De même, les semences seront partagées avec les représentants des communautés échantillonnés pour cette recherche ; et la création d'une pépinière d'au moins 3000 arbres à chenilles est prévue.

A Mambassa, les stratégies retenues étaient la formation en apiculture et l'approvisionnement en semences améliorées de manioc et de banane. Pour cela, au moins 80 membres des communautés participant à cette recherche seront formés à l'apiculture et chacun recevra une ruche. De plus, des parcelles vitrines d'un hectare de manioc et d'un hectare de banane seront créées pour la production des nouvelles semences.

Cofcca NEWSLETTER

Recherche dans le domaine du développement : formation des médias afin de mieux sensibiliser le public au Cameroun

Edith Abilogo

À la fin du mois de mars, le Centre de recherches pour le développement international et l'Union des Journalistes du Cameroun ont organisé sur trois jours un atelier de renforcement des capacités pour 16 journalistes des régions camerounaises du nord-ouest, du sud-ouest et du centre. Cinq chercheurs, dont Olufunso Somorin du projet CoFCCA, y participaient également.

La formation fait partie des activités d'information et de développement des capacités de l'Union des Journalistes. Elle cherche à faire passer de 24 par an à 24 par mois le nombre d'articles de journaux et d'émissions de radio et de télévision qui traitent de la recherche. L'Union visait aussi à renforcer la capacité des journalistes à couvrir de façon systématique la recherche sur le développement tout en permettant aux organismes de recherche de mieux travailler avec les médias.

Les participants à cet atelier avaient l'occasion de produire une série de modèles d'articles et d'émissions de radio sur la recherche avec lesquels ils repartaient dans leurs régions, de constituer une boîte à outils à consulter ultérieurement, d'étudier des informations de base sur la présentation des effets sur la réduction de la pauvreté, d'aborder la recherche dans le domaine du développement et de passer en revue les moyens permettant de repérer rapidement les sources crédibles dans le domaine de la recherche sur le développement au Cameroun.

Les journalistes se sont familiarisés avec la science, et de même, les chercheurs participant se sont attachés à communiquer leurs résultats dans un langage adapté à la vulgarisation. Olufunso Somorin a discuté avec les journalistes des méthodes de couverture des sujets portant sur les forêts et l'adaptation, de façon à intéresser le public tout en répondant aux attentes des scientifiques.

Le deuxième jour était consacré à une mission sur le terrain dans un centre régional de recherche sur le développement et l'agriculture près de Buea. À la suite de la visite, les journalistes ont rédigé des articles qui ont été discutés sous l'angle de l'approche, du style et de la langue, des sources et de la valeur de l'information.

Rapport : Aloysius Ebokem Fomenky, Renforcement de la couverture par les médias de la recherche sur le développement au Cameroun, rapport sur un atelier de formation des médias à Buea, au Cameroun, en mars 2010.

Forum National sur les Forêts

Dynamiques forestières et changement climatique au Cameroun durant la dernière décennie

Youssoufa Bele

Le 3ème Forum National sur les Forêts du Cameroun organisé par le Ministère des Forêts et de la Conservation de la Nature (MINFOF) en collaboration avec un grand nombre d'autres organisations de conservation s'est tenu au Palais des Congrès à Yaoundé au Cameroun du 28 mars au 1er avril 2010. Lors de ce forum, un événement parallèle a été organisé par le Centre pour la Recherche Forestière Internationale (CIFOR) à travers ses projets « Forêts du bassin du Congo et Adaptation au Changement Climatique en Afrique Centrale – CoFCCA » et « Exploitation Domestique des Bois ». L'objectif de cet événement était de présenter et d'échanger sur les dynamiques qui se sont créées autour de la forêt et des changements climatiques au Cameroun tout au long de la décennie qui s'achève.

Au cours de cet événement, le Dr Bernard Foahom de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRAD) a fait une présentation sur « Les enjeux du Sommet de Copenhague sur les Changements climatiques : Implications pour le Cameroun ». Dans cette présentation, le Dr. Foahom a récapitulé les enjeux de la COP15 qui s'est déroulée en Décembre 2009 à Copenhague au Danemark. D'après le présentateur, la COP15 s'inscrivait certes dans le cadre de la rencontre des parties à la CCNUCC. Cependant, elle revêtait un caractère particulier, car c'est à cette occasion que devait se négocier l'Accord planétaire permettant de maîtriser les émissions des GES, dans la suite logique du Protocole de Kyoto (PK) par rapport à sa première période d'engagement. Les enjeux et les négociations portaient sur cinq points essentiels : (1) le niveau d'atténuation, (2) le devenir du PK et le caractère de l'instrument à adopter, (3) le suivi des promesses tenues, (4) la place des forêts tropicales, et (5) l'engagement et les modalités de soutien financier de cet effort offert par les pays du Nord.

Ceci a abouti à la signature d'un accord dont les ambitions se situaient en deçà des attentes de la plupart des parties, en particulier celles des pays en voie de développement dont le Cameroun, matérialisé par l'absence d'un engagement juridiquement contraignant des pays du Nord, l'absence de décision précise sur le PK et de précision sur le niveau de soutien à l'effort d'adaptation au changement climatique, les contours du mécanisme REDD.

Attendre Mexico pour un accord global, ambitieux et équitable

Pour ce qui est du Cameroun, il devrait faire bon usage de toutes les initiatives prises au niveau national et sous- régional, afin de faire bon usage de la nécessaire synergie d'action ; éviter de travailler en vase clos, compte tenu de la complexité du défi à relever ; développer une stratégie nationale de recherche coordonnée sur les changements climatiques, avec pour conséquence/risque la dispersion d'énergie et le faible impact des acquis ; la mise en place d'un Programme national de recherche sur les changements climatiques, coordonné par le MINRESI, et impliquant tous les acteurs pour une meilleure valorisation des résultats par l'ensemble des parties prenantes.

En guise de conclusion, le Dr. Foahom a indiqué que les changements climatiques font partie des grands enjeux actuels, l'unanimité étant acquise quant à ses conséquences mais des intérêts contradictoires rendent les négociations difficiles. La science pour sa part, doit poursuivre sa quête de connaissances et développer des outils de gestion en rapport avec ces enjeux, avec une référence particulière à la place des forêts.

Pour une égalité entre les genres dans la facilitation canadienne du PFBC

Denis J. Sonwa

Dans la dynamique relative à la prise en charge par le Canada de la Facilitation du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC), Mme Françoise Nduwimana, Spécialiste du Genre à la Division des sectorielles et thématiques au siège de l'Agence Canadienne de Développement (ACDI) a effectué une visite au CIFOR le 15 mars 2010. Accompagnée de Jean Albert Onana Ekembéné, Agent de développement au Haut Commissariat du Canada, Mme Nduwimana souhaitait entre autres, connaître les activités sur le genre menées par le CIFOR et voir quels pourraient être les points d'entrée possible sur l'égalité Homme/Femme dans la formulation de propositions pour la Facilitation canadienne du PFBC. Cyrie (la coordinatrice de CIFOR-Afrique Centrale), Jane (WOCAN-Afrique Centrale) et Denis (CoFCCA) constituaient l'équipe qui a reçu Françoise au bureau du CIFOR à Yaoundé. Cyrie lui a présenté les domaines de recherche du CIFOR et le souci de la direction de prendre en compte les aspects genre dans les travaux de recherche comme cela s'est manifesté avec l'atelier sur le genre organisé récemment à Bogor à l'intention de chercheurs et l'atelier sur le droit foncier, le genre et l'adaptation aux changements climatiques organisé par le WOCAN et le REFADD en partenariat avec CoFCCA. Jane (la coordinatrice de WOCAN Afrique Centrale) et Denis ont expliqué à la visiteuse comment les aspects genre sont pris en compte dans les activités du projet CoFCCA. L'expérience CoFCCA n'est qu'une expérience parmi tant d'autres qui contribuera à inspirer la Facilitation canadienne dans la formulation de sa feuille de route. Le projet CoFCCA accorde une place importante aux aspects genre et collabore régulièrement avec les autres partenaires pour des initiatives de promotion du genre dans le projet et dans la sous-région.

État des lieux des activités RAP au Cameroun pendant le 1er trimestre 2010

Youssoufa Bele

Les activités de la Recherche action participative du projet « Forêts du Bassin du Congo et Adaptation au Changement Climatique en Afrique Centrale – CoFCCA) au Cameroun au cours de la période janvier-mars étaient axées sur la négociation de la mise en œuvre des options d'adaptation au niveau des communautés pilotes du projet. C'est ainsi que des boutures améliorées de manioc ont déjà été distribuées aux membres de la communauté de Nkol-Evodo, l'un des sites du projet. De même, la formation sur la culture de Gnetum est programmée pour bientôt à Yokadouma et à Nkol-Evodo. En outre, des négociations sont en cours pour la formation des communautés à l'élevage des aulacodes et à la culture des champignons à Yokadouma et à Nkol-Evodo respectivement.

Cofcca NEWSLETTER

Capacité d'adaptation des institutions et réponse au changement climatique dans les forêts camerounaises du bassin du Congo

Youssoufa Bele

Les auteurs de cet article sont Carolyn Peach Brown de l'Université de Guelph au Canada et Johnson Nkem, Denis Sonwa et Youssoufa Bele du CIFOR. Il a été publié début 2010 dans Stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement mondial, 15:3: 263–282.

Le changement climatique présente des défis supplémentaires pour un pays aussi varié que le Cameroun qui comprend une partie de la forêt tropicale humide du bassin du Congo. Non seulement la population est vulnérable aux effets directs du changement climatique mais les communautés tributaires des forêts sont aussi touchées par l'évolution des politiques environnementales qui peuvent affecter leur accès aux ressources forestières.

À l'aide d'une approche qualitative du recueil de données dans le cadre d'entretiens semi structurés et de l'étude du contenu de documents appropriés, les auteurs ont analysé le point de vue des décideurs et des intervenants sur les problèmes complexes que pose le changement climatique dans la forêt camerounaise du bassin du Congo. Les résultats indiquent que si les décideurs sont très sensibilisés à la question du changement climatique, la réponse concrète des institutions n'en est qu'à ses débuts. Le Cameroun a une faible capacité d'adaptation sur laquelle pèse aussi le manque de lien entre les organismes gouvernementaux au plan national, entre les divers niveaux du gouvernement et entre le gouvernement et les communautés. Les institutions de la société civile contribuent à améliorer la capacité de réponse du gouvernement, particulièrement en ce qui concerne les nouvelles politiques internationales sur le changement climatique et les forêts.

La capacité d'adaptation augmenterait si l'on facilitait les liens institutionnels et coordonnait les réponses émanant, à divers niveaux, de toutes les sphères gouvernementales, du secteur privé et de la société civile. Les auteurs de l'article pensent que le renforcement des capacités réalisé en collaboration pourrait encourager le transfert, l'acceptation et l'intégration des connaissances dans les réseaux, et en fin de compte, consolider à long terme les capacités de résolution des problèmes au Cameroun.

Des études semblables ont été effectuées en République centrafricaine et en République démocratique du Congo.

Dans les médias

La page web de CoFCCA mise à jour

De nouveaux documents et publications viennent d'être postés sur la page web de CoFCCA parmi lesquels, les rapports d'activités de la recherche action participative ; les rapports des réunions annuelles de même que toutes les éditions du Bulletin d'information « CoFCCA Newsletter », ainsi que les posters présentés par les chercheurs du projet lors de conférences et foras divers.

Les informations générales sur le Projet ont été actualisées sur cette page , notamment les noms des personnes responsables, des nouveaux arrivants.

La Page web de CoFCCA est accessible via le lien suivant :
http://www.cifor.cgiar.org/cofcca/_ref/home/index.htm.

Calendrier des événements

- Colloque international sur « l'Adaptation aux impacts du changement climatique : Comment échanger l'information scientifique ? », 6 au 8 juillet 2010, Dakar, Sénégal
- Conférence scientifique publique internationale, 24 au 28 octobre 2011, à Denver, Colorado, États-Unis
- Colloque scientifique « Problématique homme-femme, durabilité et changement climatique », 24 au 26 novembre 2010, Suède
- Colloque du Commonwealth sur le changement climatique, 24 au 26 novembre 2010, Londres, Royaume-Uni
- CCNUCC, COP 16, 30 novembre 2010, Cancún, Mexique

Publications

Conservation de la biodiversité et adaptation aux changements climatiques : un exemple qui vient de Madagascar

Denis J. Sonwa

Cet article publié en 2008 dans Biology Letters est une illustration pratique de ce que peut être un plan d'adaptation au changement climatique pour la conservation de la biodiversité. Dans cet article, Lee Hammah de Conservation International (CI) et 19 autres collègues venant aussi bien de CI que des autres institutions présentent (1) la réponse biologique aux changements climatiques passés, (2) les réponses par rapport aux futurs changements climatiques et (3) les actions d'adaptation et leurs coûts.

Les changements du climat pendant les périodes de glaciation ont influé sur la répartition des espèces de Madagascar. Le peu de forêt qui reste est fragmenté, ce qui réduit la possibilité de migration si le climat venait à changer. Le mouvement des espèces permet de comprendre que le maintien des corridors liant les massifs forestiers isolés est utile pour permettre aux espèces de résister au changement climatique.

Les projections des changements climatiques indiquent des augmentations entre 1.1 et 2.6 degré Celsius. la pluviométrie va également subir des modifications. Les projections indiquent que si une bonne dispersion des espèces est assurée (par exemple par les corridors), Madagascar pourrait perdre 11-27 % de son habitat. Dans le cas contraire (mauvaise dispersion des espèces), c'est entre 17-50 % de cet habitat qui disparaîtrait. 18 % des espèces vont constater un élargissement de leur habitat alors que 45 % le verront se réduire.

La biodiversité de Madagascar résidant dans sa forêt, les efforts d'adaptation concernent principalement la préservation des massifs forestiers, leur connexion surtout dans les zones où l'on a des différences génétiques importantes entre les blocs. Les auteurs estiment qu'il faut l'équivalent de 30 % de la forêt naturelle en dehors des réseaux des aires protégées pour produire les services et revenus tirés habituellement des forêts. Les coûts pour gérer cet espace dans le contexte de Madagascar sont donc présentés.

Cet article est une illustration pratique d'études qui peuvent être menées dans le domaine de la conservation de la biodiversité et de l'adaptation au changement climatique. Il donne des informations pratiques pour les décideurs politiques sur les décisions à prendre pour bien adapter la conservation de la biodiversité face au changement climatique. Espérons que de telles études seront entamées pour permettre une bonne conservation de la biodiversité du Bassin du Congo.

Pour lire l'article, cliquez sur le lien suivant : http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2610084/pdf/rsbl20080270.pdf.

Source : Hannah, L., Dave, R., Lowry, P.P., Andelman, S., Andrianarisata, M., Andriamaro, L., Cameron, A., Hijmans. R., Kremen, C., MacKinnon, J. *et al*. 2008 Climate change adaptation for conservation in Madagascar. Biology Letters, 4(5):590-594.

Adaptation aux changements climatiques et conservation de la biodiversité : l'exemple de synthèse qui nous vient de la Colombie Britannique

Denis J. Sonwa

Développer des rapports qui permettent de bien comprendre le lien entre l'adaptation aux changements climatiques et la biodiversité est une tâche nécessaire et préliminaire pour permettre aux différents acteurs de bien cerner les réalités, les problèmes et les solutions. C'est ce qu'a essayé de faire Eric Kimmel pour la Colombie Britannique (CB) au Canada.

La CB est la province du Canada la plus riche en biodiversité avec plus de 3000 espèces dont 1/3 est en danger/menacée de façon préoccupante. Dans cette synthèse qui présente le contexte, sont présentées les informations existantes sur la biodiversité et le climat ; l'accent est mis sur la vulnérabilité de cette biodiversité au changement climatique et les éventuelles stratégies

Cofcca NEWSLETTER

d'adaptation qui pourraient être développées. En une souxantaine de pages, la synthèse présente (1) l'impact du changement climatique sur la biodiversité, (2) l'impact sur les écosystèmes végétaux et animaux, (3) les adaptations aux changements climatiques et (4) comment accroitre les capacités d'adaptation de la CB.

Les principales menaces sur la biodiversité incluent la fragmentation, la perte de l'habitat, les espèces envahissantes et la pollution. Les changements climatiques viennent s'ajouter à ces facteurs pour menacer encore davantage la biodiversité. Ces changements s'observent déjà dans cette province et la biodiversité est aussi affectée. La température journalière augmente, les précipitations annuelles augmentent, les glaciers fondent, la température de l'eau augmente, la saison des feux est plus longue, la floraison et le « débourrement » sont précoces, les pertes d'habitat forestier sont signalées. L'auteur présente les changements futurs et le lien que cela pourrait avoir avec la biodiversité.

Les systèmes socio-économique et naturels ayant un lien avec la biodiversité sont aussi passés en revue. Ceci concerne (1) les forêts et la foresterie, (2) les marécages, (3) les prairies, (4) les montagnes, (5) le tourisme, (6) les parcs et zones protégées, et (7) les populations indigènes.

Le rapport essaye de se pencher le cadre logique politique et fait à chaque fois ressortir les limites des lois actuelles. Le rapport fourni ainsi une approche que l'on peut utiliser pour explorer le lien entre la vulnérabilité au changement climatique et la menace sur la biodiversité dans divers territoires. Il est très facile à lire et l'auteur commence toujours par présenter les fondements théoriques avant de voir la situation en Colombie britannique. Sa lecture peut donc non seulement permettre de comprendre le concept, mais aussi d'initier des travaux de recherche ou de prendre des décisions qui permettent d'adapter la conservation de la biodiversité au climat qui est en train de changer.

Pour lire le rapport voir : http://www.sfu.ca/act/documents/ACT_Biodiversity_Summary_Recommendations_final.pdf.

Source : O'Riordan, J. 2008 Climate Change Adaptation and Biodiversity: Transitioning to an Ecosystem- Based Economy in British Columbia (rapport succinct) Adaptation to Climate Change Team, Simon Fraser University. www.sfu.ca/ACT.

IDRC CRDI

www.cifor.cgiar.org www.ForestClimateChange.org

CIFOR

Centre de recherche forestière internationale
CIFOR défend le bien-être humain, la conservation de l'environnement et l'équité en menant une recherche pour éclairer les politiques et les pratiques qui affectent les forêts dans les pays en développement. CIFOR est l'un des 15 centres au sein du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR). Le siège du CIFOR est situé à Bogor, en Indonésie. CIFOR a également des bureaux en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud.

CGIAR